se reconnaissent tellement dans cette diversité qu'ils se demandent s'il leur est désormais encore possible de choisir deux hommes blancs comme colistiers. Mais cette gauche « multiculturelle » coïncide mal avec la gauche « économique » : les candidats afro-américains comme Kamala Harris et Cory Booker (maintenant retirés) sont centristes sur les questions économiques, alors que l'électorat de l'aile gauche du parti est résolument blanc (malgré le soutien pour Sanders de jeunes députés hispaniques comme Alexandria Ocasio-Cortez). De plus, la plupart des candidats non blancs n'ont pas poursuivi leur campagne jusqu'au commencement des primaires.

L'attrait du centrisme

Ainsi, bien que l'élection de Trump ait fortement mobilisé ces deux gauches, il y a de grandes chances que les Démocrates optent pour un candidat plus classique, représentant l'aile modérée du Parti associée avec les Clinton et Obama. Pour ces candidats, Trump représente moins le néolibéralisme effréné ou la montée du suprémacisme blanc qu'une menace pour les institutions démocratiques et une disgrâce nationale. Cette tendance est en phase avec une grande partie de l'électorat démocrate, pour qui la priorité est de battre Trump à tout prix, et de reporter les querelles idéologiques à plus tard. Cette tendance accorde une prime à l'« éligibilité » du candidat *(electability)*, bien que certains progressistes se demandent si ce terme n'est pas un euphémisme pour « homme blanc ». Mais même dans cette catégorie, il n'y a aucune option évidente. L'ancien vice-président Joe Biden a longtemps dominé les sondages. Il semblait avoir deux atouts : la possibilité (du fait de ses propres origines) d'attirer l'électorat populaire blanc qui, en 2016, a basculé vers Trump dans certains États clés ; et sa popularité, du fait de ses liens avec Obama, auprès de l'électorat afro-américain. De nombreux Afro-Américains pensent en effet que Trump fut une réaction à la présidence Obama, et qu'il est plus prudent de choisir un candidat blanc qui leur est sympathique qu'un candidat de couleur qui pourrait jeter de l'huile sur les feux racistes et xénophobes. Mais son âge et le manque d'enthousiasme qu'il suscite pèsent lourd sur les chances de Biden.

Pete Buttigieg a évoqué son expérience en tant que maire (de South Bend, Indiana) pour dénoncer les propositions sociales (notamment en matière de couverture médicale universelle) de Sanders et Warren, alors que la sénatrice Amy Klobuchar met en avant le fait qu'elle a gagné des élections dans un État qui ne vote pas systématiquement Démocrate (le Minnesota). Tous deux aussi tentent de joindre le centrisme avec

l'engouement démocrate pour la diversité (en tant qu'homosexuel et femme, respectivement).
Michael Bloomberg, l'ancien maire de New York, ne participera pas aux primaires du mois de février, mais il se prépare à incarner l'option modérée si la candidature de Biden implose, et à rallier les suffrages des Démocrates qui estiment que le gauchisme de Sanders risque d'être désastreux pour le Parti. Ironie du sort, alors que les Démocrates sont tentés par un virage à gauche et dénoncent la ploutocratie trumpienne, ils pourraient rallier d'ici novembre un milliardaire qui autofinance sa campagne.

Il y a de grandes chances que les Démocrates optent pour un candidat plus classique, représentant l'aile modérée du Parti.

En somme, les Démocrates ont rarement été aussi unis dans leur désir de battre un sortant, mais ils sont loin d'être d'accord quant à la manière de le vaincre et à la personnalité derrière laquelle ils peuvent se ranger pour l'affronter. Dans cette guerre des tribus, leur propre identité est loin d'être décidée.

LE COUP CONSTITUTIONNEL DE VLADIMIR POUTINE

Marie Mendras

Quatre ans avant la fin de son mandat présidentiel, et vingt ans après son installation au Kremlin, Vladimir Poutine opère un grand remue-ménage institutionnel. Le projet est à la fois compliqué dans sa conception et brutal dans son message : la conclusion qu'en retiennent les Russes, c'est que Poutine ne quittera pas le pouvoir. *« Là-haut, ils ne savent plus quoi inventer »*, lit-on sur les réseaux sociaux depuis le discours du 15 janvier 2020. Les opposants annoncent la fin du régime constitutionnel et l'avènement d'une oligarchie policière et militaire toujours plus corrompue. À moins que le scénario ne dérape…

Contrôler toujours plus

L'important n'est pas le « parlementarisme » en trompe-l'œil, avec un Premier ministre proposé par les députés, mais la concentration des pouvoirs dans des organes qui échapperont au gouvernement et à toute sanction citoyenne. Le Conseil d'État, jusqu'ici simple club des gouverneurs,

sera reformaté pour devenir une puissante institution exécutive, non élue. Vladimir Poutine pourrait commodément en prendre la présidence en 2024, ou même avant. Par ailleurs, la nomination des ministres régaliens et des chefs des organes de force (FSB, armée, police, procureurs et juges) se décidera au sein de ce Conseil d'État. Par contraste, les autres ministères fédéraux (économie, travail, santé) ainsi que les administrations provinciales et locales deviendront des organes publics de second ordre. Mikhaïl Michoustine, le nouveau Premier ministre, ancien chef des impôts, a pour mission de contrôler ces administrations, mais ne décidera pas des grandes orientations politiques. Et il est déjà épinglé par la presse pour enrichissement personnel et clientélisme.

Le Kremlin veut verrouiller un peu plus la Russie dans un système dépolitisé, sans contre-pouvoirs, où les institutions appartiennent aux dirigeants.

Derrière l'écran de fumée de la « réforme constitutionnelle », le Kremlin veut verrouiller un peu plus la Russie, et ses 140 millions d'habitants, dans un système dépolitisé, sans contre-pouvoirs, où les institutions appartiennent aux dirigeants, qui n'ont pas vocation à échanger avec leurs administrés. Rappelons que deux précédents coups constitutionnels ont eu lieu : le premier en 2004, pour affaiblir le fédéralisme et les institutions républicaines et régionales ; le second en 2007-2008 pour imposer le tandem Poutine-Premier ministre et Medvedev-président (Poutine restait *de facto* numéro un et reprenait la présidence quatre ans plus tard), et rallonger le mandat présidentiel de quatre à six ans.

Le spectre de la succession

Pourquoi était-il si urgent, pour un président aux larges prérogatives, élu jusqu'en 2024, de faire un nouveau « coup » constitutionnel[1] ? Pourquoi faire fi des dernières apparences démocratiques en en faisant voter les modalités au pas de course et à l'unanimité, le 21 janvier, par un Parlement aux ordres ?

L'urgence était de fermer pour de bon la question de la succession politique. Même dans un système

1 - Sur les précédents coups constitutionnels, voir aussi Marie Mendras, « "Village Poutinkine" ou les écueils d'un régime autoritaire », *Esprit*, novembre 2005 et Jean-Charles Lallemand, Marie Mendras et Dimitri Orechkine, « Le 2 décembre de Vladimir Poutine : l'unanimisme en marche », *Esprit*, janvier 2008.

autoritaire, le chef qui exerce son dernier mandat est affaibli par la perspective de son remplacement possible. Poutine craint la concurrence et la contestation. Il doit convaincre qu'il restera président, du Conseil d'État ou d'une autre structure construite spécialement pour lui. Il s'agit d'empêcher toute alternative crédible d'émerger, et d'enterrer la notion même de succession et d'alternance au pouvoir. Il faut garder au feu plusieurs scénarios, car les années à venir ne seront pas un long fleuve tranquille. Depuis les grandes manifestations de 2011-2012, et la contestation de l'été 2019, les dirigeants connaissent la peur de la foule, la peur de chuter. Poutine doit absolument préserver son impunité s'il quitte le pouvoir. Opportunément, la Constitution révisée renforcera encore l'immunité des ex-présidents de Russie.

« S'il était réellement soutenu par sa population, un pouvoir autoritaire aurait-il le besoin urgent de rebattre les cartes et d'afficher publiquement sa précipitation ? » s'interroge l'opposant démocrate Vladimir Milov. Il s'agit quand même de la mise à pied d'un gouvernement, de la réécriture arbitraire de la Constitution, et du maintien possible de Vladimir Poutine au pouvoir sans élection au suffrage universel direct.

Le vote populaire est devenu encombrant. Rappelons qu'aux dernières législatives en septembre 2016, et aux municipales de Moscou en septembre 2019, le « parti du pouvoir », Russie unie, a fait un score médiocre au regard de ses avantages gigantesques en termes de financement et d'accès aux médias, de capacité de manipuler les résultats, et surtout en l'absence des opposants les plus connus, emprisonnés ou déclarés inéligibles comme Alexeï Navalny. Pendant l'été 2019, de nombreuses manifestations ont eu lieu dans les grandes villes de Russie. Des dizaines de milliers de jeunes s'engagent en politique et soutiennent activement les mouvements d'opposition. Plusieurs d'entre eux ont été condamnés à de lourdes peines de prison cette dernière année.

Faire la guerre

Le « système Poutine » n'est pas une belle structure pyramidale, mais une constellation de clans et de chefs, de réseaux économiques et administratifs, où tous attendent du leader des garanties et des protections. Vladimir Poutine est-il toujours l'arbitre des intérêts des uns et des autres ? Son autorité dépend essentiellement de cette capacité d'arbitrage, de distribution des prébendes, et surtout de protection contre des sanctions économiques et judiciaires. Après l'annexion de la Crimée et l'intervention russe dans l'est de l'Ukraine, les sanctions votées par les États démocratiques ont affecté les intérêts